

# Compte-rendu Assemblée Générale 14 février 2014

## Salle des fêtes de Batilly en Puisaye

### PARTICIPANTS :

AUDRY Régine, Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Cher  
 Capitaine BAUDELLOT, représente le Colonel PESCHER  
 BASTIN Damien, Chef de mission Sureté et Qualité CNPE  
 BERTRAND Philippe, Adjoint au maire de Thou  
 BIZET Gérard, Association du Val de Loire pour la Défense de la qualité de la vie  
 BLANDIN Catherine, Chef de mission communication CNPE Belleville  
 BLONDELET Eric, MDL/Chef BT Léré, référent environnement PSPG Sury près Léré  
 BOQUEL Pierre, Chef de division ASN d'Orléans  
 BONNARD Philippe, Chef de mission Technique et Environnement CNPE  
 BUFFET Bernard, Président de la CLI de Belleville/Loire  
 DE MASSOL Dominique, CCI du Cher  
 DE LAMMERVILLE Patrice, Maire de Léré  
 DEFFOBIS Jacky, Conseiller Municipal de Faverelles  
 DESBOIS Patrick, Adjoint représentant Beaulieu /Loire  
 FROMION Yves, Député du Cher  
 FROTTIER Solange, Maire de Batilly en Puisaye  
 GIRAULT Maud, Société Française d'Energie Nucléaire Val de Loire  
 GOULAIN François, EDF CNPE Belleville  
 GROS Mélody, Chargée d'affaires ASN d'Orléans  
 HEDNER Barbara, SIDPC 18  
 JACQUELIN Pascal, Délégué syndical CFE CGC  
 KIRRY Michèle, préfète de la Nièvre, représenté par Adrian POINTON (SIDPC 58)  
 LABALLERY François, Association Loire Vivante Nièvre Allier Cher  
 LAURENT Jean-Claude, Adjoint au maire de Léré  
 MARTIN Daniel, Batilly en Puisaye  
 MARRET Dominique, Président de l'association Puisaye-Loire-Nature et Environnement  
 MESSELOT Daniel, Président association du Val de Loire  
 MOZZICONNACCI Jean Gabriel, Docteur CDOM  
 PRUNIAUX Samuel, Chef d'escadron du PSPG de Sury près Léré  
 ROUSSEAU François, Conseiller municipal de Cosne  
 VIGUIE Pascal, Conseiller général du canton de Léré

### EXCUSES :

CHOPINEAU Henriette, Conseillère municipal de Boulleret  
 BALLENECKER Philippe, Adjoint au Maire de Sury près Léré  
 DHERBIER Alain, Maire de Cosne/Loire  
 MAZZOCATO Thierry, Secrétaire UDFO  
 MOLINA Isabelle, Union Départementale CGT  
 PERRAY Jean Charles, Union Départementale CGT  
 POINSARD Michel, Conseiller Général Cosne Nord  
 RUELLE Patrick, UD CFDT  
 SUEUR Jean Pierre, Sénateur du Loiret

Monsieur BUFFET, Président de la CLI, ouvre la séance à 18h05 en remerciant Mme FROTTIER Solange, Maire de Batilly en Puisaye, ainsi que son conseil municipal, d'accueillir dans ses locaux, l'assemblée générale de la CLI.

Après avoir énoncé les excusés, M. BUFFET remercie tous ceux, désignés par leurs conseils municipaux, pour avoir contribué pendant 5 ans, à sortir la CLI de son acronyme en lui donnant une structure efficace.

## I – Activités de la CLI en 2013 (Rapport d'Activités 2013)

La loi Transparence et Sûreté n° 2006-686 du 13 juin 2006, et surtout le décret d'application n° 2008-251 du 12 mars 2008, fixent une composition plus rigoureuse des CLI et leur attribuent 2 missions :

- une mission de suivi de la Centrale
- une mission d'information auprès des élus et du public.

Pour remplir ces missions, les sources d'information sont :

➤ Le CNPE

Le CNPE apporte à la CLI des informations en temps réel sur les divers incidents ou dysfonctionnements de l'installation. Ces informations sont acheminées par téléphone ou mail voire les deux. Le site internet du CNPE qui apporte des renseignements demandés.

➤ L'ASN

L'ASN est chargée de contrôler les installations nucléaires. Lors de ses contrôles, l'ASN établit un rapport, qui est rendu public et que l'on peut trouver sur le site de l'ASN à l'onglet Centrale Belleville. Le CNPE répond à l'ASN par une lettre de suivi, et quelque fois la CLI demande à consulter ces lettres de suivi, qui sont très techniques.

L'ASN a également invité des membres de la CLI à assister à une inspection.

La CLI ne peut que se féliciter des excellentes relations qui président à ces échanges tant avec le CNPE que l'ASN, rendant les contacts plus faciles.

La CLI a donné ses remarques sur le dossier d'autorisation de prélèvements et rejets en Loire en relation avec le CNPE, l'ASN, et l'ACRO.

➤ Les assemblées de la CLI

Deux assemblées ont eu lieu :

- A Myennes (58440), le 8 mars 2013
- A Savigny en Sancerre, le 2 septembre 2013

➤ Le bulletin de la CLI

Le bulletin de la CLI est édité en 11000 exemplaires, chaque semestre, remis dans les boîtes aux lettres des 19 communes de la zone du Plan Particulier d'Intervention de la centrale de Belleville par les services de la poste.

Les communes sont :

CHER	LOIRET	NIEVRE
Belleville sur Loire	Beaulieu sur Loire	Neuvy sur Loire
Sury près Léré	Bonny sur Loire	La Celle sur Loire
Léré	Batilly en Puisaye	Annay
Santranges	Thou	Arquian
Savigny en Sancerre	Faverelles	Myennes
Boulleret		Cosne sur Loire
		St Verain
		St Loup

➤ Le site internet

Il développe les thèmes suivants :

- Actualité
- Transparence et sécurité
- Santé et environnement
- La Centrale de Belleville
- Que faire en cas d'accident

Le site a rencontré un beau succès à son début et maintenant il y a 7 à 8 visites par jour en moyenne.

➤ L'ANCCLI

La CLI est adhérente de l'ANCCLI.

Elle participe aux différentes réunions, particulièrement, l'Assemblée Générale et la Conférence de CLI organisée par l'ASN (début décembre).

Mr MARRET présente le compte de résultat de la CLI pour l'année 2013, les dépenses : 35104 €, les recettes 31 918 €, heureusement en 2012, la CLI disposait d'un résultat positif ce qui a permis de terminer 2013 en positif avec 19728 €.

- L'étude ACCRO (2013), qui a permis à la CLI de mieux comprendre le dossier autorisation de prélèvement et rejets en Loire (demandé par l'ASN) et de formuler ses commentaires.
- Parmi les dépenses importantes : le salaire de la secrétaire, l'édition et distribution des bulletins semestriels.
- Côté subvention : Conseil Général du Cher et ASN, qui permettent d'équilibrer le budget.

Question de M. DE MASSOL (CCI du Cher) : Est-ce qu'une demande a été faite auprès du Conseil Général de la Nièvre et du Loiret ?

Réponse de M. BUFFET : la réponse est oui, le Conseil Général de Loiret, a répondu qu'il avait une CLI à Dampierre qu'il subventionne seul, par conséquent il ne peut subventionner celle de Belleville/Loire. Le Conseil Général de la Nièvre n'a jamais répondu aux demandes.

M. BUFFET profite pour rappeler que dans la loi TSN, les CLI qui ont un statut associatif, comme celle de Belleville, peuvent bénéficier d'une partie de la taxe sur les INB (avec 1 à 1.5 % de cette taxe, les CLI pourraient mieux vivre), mais pour cela il faut que cela soit écrit dans la loi finance, ce qui n'est pas le cas actuellement).

M. le Député du Cher, Yves FROMION, avait la même question, mais après avoir écouté le Président, il se propose de saisir le Ministre compétent, il posera une question écrite qui sera publiée sur le journal officiel, et le ministre répondra, dans un délai de deux à trois mois.

Le compte de résultat est voté, à l'unanimité.

Il convient que la CLI se dote d'une provision pour faire face à des études onéreuses. La CLI a deux pistes d'études :

1. Analyse des sédiments profonds de la Loire en aval et en amont de la clarinette (l'engin permettant les rejets en Loire. Une étude similaire a été effectuée par la CLI de Golfech en Garonne, On peut se demander, sur la similitude des résultats, car ceux sont les mêmes fleuves, et les mêmes centrales, si notre étude ne ferait pas doublon.
2. Les mesures officielles sont prises dans la Loire à 10 kms en aval de la clarinette, pour laisser le temps de dilution des produits, la CLI souhaiterait savoir ce qui se passe du kilomètre 0 jusqu'au kilomètre 10, où sont prises les mesures, et les répercussions pour les animaux vivant dans la Loire. Les délais étant courts pour réaliser un protocole, la CLI ne peut dire si cette étude sera faite en 2014.

Le budget prévisionnel 2014 prévoit une dépense de 20575 € pour un montant de recette : 26 000 € au global les dépenses sont à peu près reconduite comme l'année 2013, car la CLI entame sa troisième année et maîtrise son budget. Le budget ne tient pas compte du projet d'analyse cité au-dessus, mais il montre que nous pourrions avoir le budget pour le faire en 2014.

M. BOQUEL intervient par rapport au financement. La subvention attribuée à la CLI est de 5000 €. Comme la CLI avait fait faire une étude en 2013, l'ASN a donné 12000 € supplémentaire (fonds de l'Etat). M MARRET précise que lorsque le Président lancera le projet d'étude, des devis seront effectués.

## II – Présentation du bilan 2013 par M. GOULAIN, Directeur du CNPE

M GOULAIN commence ce bilan par quelques évènements de 2013 :

**18 mars** : Inauguration de la conciergerie d'entreprise

**27 mars** : Rencontre « Entrepreneurs et réussissons demain ensemble » consacré au grand carénage

**26 avril au 24 juin** : Arrêt de tranche n°1 pour Simple Rechargement de l'unité de production n°1  
**8 9 juin** : 3ème édition des Journées de l'Industrie Electrique  
**2 août au 13 novembre** : Arrêt de l'unité de production n°2  
**17 septembre** : Belleville Green Mobility Day  
**18 octobre** : Inauguration du Centre de Secours Virtuel  
**16 novembre** : Exercice de grande ampleur PUI « Incendie ».

#### Sûreté :

- Baisse des évènements significatifs Sûreté de niveau 1: 4 ESS niveau 1 dont 1 générique national
- 1 arrêt automatique du réacteur (Tranche 1 – juillet 2013)
- Bonnes relations de confiance avec l'ASN, et en particulier les inspections nombreuses (19 inspections, environ deux fois par mois), dont une en présence de la CLI – grand chaud /grand froid
- Une inspection réactive (perte de refroidissement en début d'année de la piscine combustible pendant quelques heures)

#### Les temps forts sûreté :

- Poursuite du travail commencé pour améliorer la performance « Bien faire du premier coup »
- Des progrès dans la maîtrise du risque incendie, en partenariat avec les équipes du SDIS
- 1 membre du SDIS payé par la centrale pour promouvoir le volontariat dans le nord du Cher (19 % de sapeur-pompier volontaires en plus)
- Exercices d'entraînement
  - ✓ 5 journées incendie au titre de la formation continue des équipes d'intervention
  - ✓ 25 exercices avec les sapeurs-pompiers
    - 10 exercices à dimension réduite
    - 2 exercices de grande ampleur
    - 7 exercices inopinés
    - 6 journées formation environnement conduite (chantier école)
- 7 exercices de sûreté nucléaire
- Des exercices de mise en situation très fréquents avec le PSPG (plusieurs exercices par mois).

#### Production :

En légère baisse par rapport à 2013, s'expliquant par les deux arrêts de tranche (arrêts de deux réacteurs nucléaires), 16.1 milliards de kWh (100% de la consommation en électricité de la région centre) soit 4 % de la production française. En 2014, la production sera plus élevée car il n'y a qu'un seul arrêt de tranche.

#### Environnement

En mars, le Programme Rigueur Environnement avait été présenté à la CLI pour redresser la maîtrise l'environnement. Premiers résultats:

- 4 événements significatifs pour l'environnement
- 92% de déchets industriels non radioactifs, recyclés (2108 tonnes)
- Maîtrise de l'activité des rejets liquides et gazeux et respect de l'arrêté de rejets (la baisse notable des rejets tritiés, gazeux, divisés par deux)
- Travaux d'entretien de la Loire (deux zones sont traitées, la troisième sera traitée en été 2014)

Décision ASN au 17 décembre – diverses mesures de prévention et de limitation des pollutions et des nuisances pour le public et l'environnement pour l'exploitation des INB n° 127 et 128 des site électronucléaire de Belleville/Loire (mise en œuvre sur toute l'année 2014)

#### Prévention des risques

Baisse très satisfaisante des accidents qui se mesure par rapport au taux de fréquence (nbres d'accident/ nbre heures travaillées) soit 2% (EDF + Ent. partenaires) :

- 5 accidents avec arrêt de travail
- 17 accidents sans arrêt de travail

Dosimétrie collective = 1136 H.mSv

4 événements significatifs radioprotection

Aucun intervenant au-dessus de 14 mSv

0 événement significatif à la réglementation sur les expéditions de combustible usé et de déchets radioactifs

#### Des hommes et des femmes qui font la performance du site

La vague d'embauche continue : 59 embauches en 2013 (en CDI) et une cinquantaine d'embauches prévue en 2014 (309 embauches depuis 2008)

736 salariés en 2013 soit 38.5 ans (moyenne d'âge) et 14.2% de femmes

36 contrats d'apprentissage et de professionnalisation

52 stagiaires scolaires

38 gendarmes du PSPG

1 officier du SDIS

Pour le recrutement :

- ✓ Un forum des métiers du recrutement organisé avec le Pôle Emploi d'Aubigny-sur-Nère
- ✓ Un partenariat avec les entreprises prestataires et l'association PEREN
- ✓ 2 académies métiers pour les nouveaux entrants (50 personnes)
- ✓ 1 académie des encadrants des entreprises prestataires

#### L'ancrage local

L'ancrage local sur 4 départements soit 9 millions d'euros de commandes, dont :

4.3 Millions dans le Cher / 4.3 millions dans le Loiret / 0.01 million dans l'Yonne/ 0.4 million dans la Nièvre.

Une nette progression des dépenses en local : +38%.

614 K€ aux regroupements d'entreprises du BTP

4 entreprises prestataires gratifiées dans le cadre de la politique industrielle, sur des critères de qualité, de sécurité et de conditions de travail dans le cadre des contrats régionaux

80 % des salariés prestataires satisfaits de travailler à Belleville (conclusion baromètre prestataire)

Des contrats renouvelés en mieux-disance, en intégrant des critères de qualité, de sécurité, ... et en appliquant le cahier des charges social (intégré à la consultation) (20 % de plus)

#### Le grand Carénage :

Préparer la durée de vie des centrales nucléaires (fonctionnement jusqu'à 60 ans), impose des investissements pour garantir la sûreté tout au long des 60 ans. C'est aussi répondre aux examens de sûreté, avec les retours d'expériences de Fukushima et répondre aux enjeux environnementaux, de plus en plus important (surtout aux bords de la Loire)

Le montant global de l'investissement 1 milliard d'euros par réacteur nucléaires soit 2 milliards pour Belleville (2 pics : visites décennales n° 3 – 30 ans d'exploitation- en 2019 et 2020).

#### Les partenariats locaux :

Les quatre départements sont à peu près équilibrés, le budget étant de 26 500 euros

Engagement des agents EDF pour le Téléthon : 14 000 euros. (2<sup>ème</sup> entreprise de Cher)

#### Information et transparence

- ✓ information continue
- ✓ Publication du bilan annuel
- ✓ Rapport TSN
- ✓ Parution de la lettre externe mensuelle
- ✓ Mise à jour hebdomadaire du numéro vert

- ✓ Informations sur le site internet
- ✓ Lancement du compte twitter @EDFBelleville (nouveau fin 2013)
- ✓ Une relation régulière et continue avec les médias locaux et régionaux
- ✓ Commission Locale d'Information
- ✓ Réunions CLI régulières
- ✓ Voyage d'études élus
- ✓ Visites et découverte du CIP et des installations
- ✓ 1549 visiteurs sur les installations
- ✓ 1836 visiteurs au CIP
- ✓ Mieux faire connaître le métier de producteur d'électricité et la sûreté associée à l'exploitation

#### Perspectives 2014

- ✓ Un seul arrêt de tranche planifié juillet/aout/septembre (3 mois) 2014
- ✓ Une cinquantaine d'embauches prévues (anticipation au départ en retraite = 2 à 4 ans de formation)
- ✓ Poursuite du Programme Rigueur Environnement (suite à la décision de l'ASN du 17 décembre / mise en œuvre au 17/12/2014 avec les étapes intermédiaires)
- ✓ Exercice PPI – 27 mai (permettant de tester l'organisation interne même si elle est testée déjà 5 à 6 fois par an et permet à l'état de tester l'organisation externe)

#### Types d'arrêt rythmant les dix prochaines années

- ✓ Les arrêts pour simple rechargement (ASR)

Durée = 30 jours à 40 jours

Budget = 7 et 10 millions d'euros

Spécificités = renouvellement d'1/3 du combustible

- ✓ Les visites partielles (VP)

Durée = entre 60 à 90 jours

Budget = 20 à 30 millions d'euros

Spécificités = renouvellement d'1/3 du combustible

= activités de maintenance

= travaux « Grand Carénage »

- ✓ Les 3èmes visites décennales (VD3)

Durée = entre 100 à 200 jours

Budget = 30 à 60 millions d'euros

Spécificités = renouvellement d'1/3 du combustible

= activités lourdes de maintenance

= épreuve hydraulique, épreuve enceinte, inspection cuve

= autorisation de fonctionner 10 ans donnée par l'ASN

= travaux « Grand Carénage » (remplacement des Générateurs de

Vapeur, ...)

#### La rénovation des bâtiments tertiaires

- ✓ Mise en place d'un programme d'investissement pour la rénovation (remplacement des équipements techniques pour exploiter 60 ans, mais aussi la rénovation du mobilier (bureaux) soit 34 millions d'euros entre 2012 à 2020.
- ✓ Engagement du CNPE : 20% de contrats locaux (VINCI)
- ✓ Engagement auprès des communes suite à l'augmentation d'effectifs au CNPE et à la vétusté des anciens logements non conforme aux exigences environnement : Belleville-sur-Loire (22), Beaulieu-sur-Loire (24), Bonny-sur-Loire (20), Boulleret (20), Chatillon-sur-Loire(24), Cosne-sur-Loire(24), Savigny-en-Sancerre (27) de construction de nouveaux logements pour les agents EDF (fin mai 2014 à fin 2015)

### Le plan de rigueur environnement

Présenté par M. BONNARD Philippe, Chef de Mission Technique et Environnement

Pour rappel, la centrale doit faire face à de nouvelles exigences :

- Arrêté INB et la décision environnement associée.
- Nouvel arrêté de rejets (en cours de validation)

L'année 2012 a été marquée sur le plan environnemental par 8 écarts significatifs environnement dont 3 avec des rejets.

L'année 2013, inversion de tendance : 4 écarts significatifs dont 2 avec rejet

En mars 2013, lancement du Plan Environnement

Pour mobiliser pour traiter les signaux faibles et éviter un incident plus important avec un impact externe sur l'environnement.

17 décembre 2013 : Décision de l'ASN Environnement Belleville (sécurisation de l'ensemble des activités à risques)

### Les objectifs

Ce plan a pour objectifs :

- ✓ s'intégrer dans les 3 fiabilités du projet Génération 2020 (matériels, organisation et hommes) :
- ✓ poursuivre le programme pluriannuel de remplacement et d'amélioration des matériels permettant de maîtriser et surveiller l'impact des activités sur l'environnement (en cours depuis 2010)
- ✓ établir la liste des activités à risque de pollutions potentielles de l'environnement et mettre en œuvre les parades adaptées aux risques.
- ✓ Evaluer la robustesse des organisations et des compétences afin de juger des actions de progrès à mettre en œuvre
- ✓ Organiser une sensibilisation générale des équipes EDF et prestataires aux enjeux environnementaux. (des actions réalisées en 2013 à poursuivre en 2014)

### Engagement individuel au quotidien pour préserver l'environnement

L'implication des agents EDF et prestataires à l'impact potentiel de leur activité au quotidien sur l'environnement (air, eau, terre) que de la sûreté, et pour cela :

- développement de la conscience environnementale des salariés EDF et des prestataires.
- utilisation du retour d'expérience, des événements passés pour sensibiliser aux risques et mettre en œuvre les parades appropriées (pièges environnementaux mis à disposition des intervenants)
- renforcement des compétences par la formation.

### L'organisation et les compétences

Objectif de mettre en place les organisations et les compétences PEREN sur le site qui mettent à l'abri des événements environnementaux.

Le renouvellement des compétences :

- formation et habilitation d'un ingénieur radioprotection environnement (fait)
- recrutement et formation d'un ingénieur chimiste (fait)
- recrutement et formation d'un ingénieur environnement en charge déchets (formation en cours)

La création d'une cellule d'optimisation des effluents :

- une cellule effluent a été déployée lors des arrêts de tranche 2013 qui identifie les activités à venir et propose des optimisations des rejets. Elle recueille des propositions de modifications pour permettre de réduire les effluents
- une cellule effluent pour les tranches en fonctionnement est en cours de constitution (objectif de mise en place d'ici fin avril 2014)

Le renforcement de la coordination des activités pouvant impacter l'environnement

- démarche d'amélioration continue s'applique intégralement à l'ensemble des déchets produits (radioactifs et conventionnels)
- Renforcer l'articulation et la synergie entre l'ingénierie et l'opérationnel
- l'articulation et les responsabilités entre les ingénieurs environnements et les services en charge de la production et de la gestion des déchets a été clarifiée

La mise en place d'un focus opérationnel environnemental

- le résultat des contrôles périodiques des aires de stockage est tracé et examiné lors de réunions managériales hebdomadaires
- les incidents concernant les matériels comportant un enjeu vis-à-vis de la maîtrise des impacts sur l'environnement sont examinés lors des réunions managériales hebdomadaires
- les points clefs à contrôler sur les aires de stockage de déchets ont été mis à jour
- des actions de surveillance ont été renforcées vis à vis des prestataires

#### Le matériel

En 2013 : renforcements des installations :

- ✓ Station d'eau déminéralisée : production d'eau déminéralisée, la rénovation a été achevée en 2013 pour la partie traitement par lits de résine, la fin des rénovations est prévue en 2015 (station acide/soude)
- ✓ Chaîne de traitement des boues (procédé obsolète) donc une modification est en cours de finalisation et les essais de mise en service sont en cours en 2014 (fin prévue en juin)
- ✓ Déshuileurs : modifications pour éviter tous rejets d'hydrocarbures en Loire
- ✓ Déshuileur de site : les travaux ont été soldés en décembre 2013
- ✓ modification du déshuileur de la tranche 1 planifiée lors de l'arrêt 2014 (Tr2 en 2016) (vise à surveiller ces déshuileurs et les rendre plus exploitables par les agents de conduites)
- ✓ Système d'obturation des voies vers la Loire : l'alimentation électrique du système de transmission des ordres de fermeture a été fiabilisé en 2013
- ✓ Equipements pour intervenir en cas de pollution : les matériels d'intervention ont été adaptés grâce aux conseils du SDIS. Les entraînements des équipes de conduite ont été adaptés
- ✓ Fiabilisation des groupes froid et des interventions de maintenance sur les GF réalisé et se poursuivra en 2014 et 2015.

- ✓ Modifications et remplacements programmés :
  - la logistique de gestion de crise va évoluer courant 2014 (achat d'un camion et de matériels plus adaptés), mise à disposition de matériels au plus près des risques de pollution
  - la fiabilisation et la réorientation du trop-plein de certaines bâches sera étudié en 2014 et réalisé en 2015.

50% d'objectifs ont été atteints sur le plan rigueur environnement présenté en mars 2013, et sera complété par la demande de la décision de l'ASN du 17 décembre.

#### Question par M. MESSELOT

Pourquoi par rapport à 2012, les mesures environnementales sur les végétaux et le lait sont en augmentation (radioactivité naturelle / potassium), il y a-t-il une explication en particulier à Santranges ?

M. GOULAIN n'a pas la réponse à cette question, n'ayant pas d'alerte de ces équipes, M. GOULAIN considère que les variations sont ne dépassent pas les normes, mais se renseigne.

#### Question de M. DE LAMMERVILLE

Il semble qu'il y ait eu une pollution d'hydrocarbure, il y a deux mois en Loire, M. BUFFET ajoute que cela est resté très mystérieux, et qu'il ne connaît toujours pas la réponse.

M. GOULAIN répond que cela ne vient pas de la Centrale, qu'elle n'est pas concernée, et n'a pas d'éléments à apporter.

M. BUFFET demande à l'assemblée si quelqu'un en sait un peu plus sur cette pollution.

M. VIGUIE s'interroge également et aimerait bien savoir aussi, et témoigne qu'il a bien vu de ses propres yeux mais que cela ne venait pas de la Centrale, cela venait d'un peu plus haut.

Personne ne sait d'où cela vient, il faudrait interroger l'ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques)

### **III - Bilan du CNPE de Belleville-sur-Loire par Mélodie GROS, chargée d'affaire à L'ASN (Division d'Orléans)**

L'ASN présente les résultats 2013 sans rentrer leur l'appréciation des résultats.

#### Les actions de l'ASN

- ✓ 17 inspections pour une durée totale de 21 jours
  - thématiques Sûreté, environnement, radioprotection, transport
  - 1 inspection réactive à la suite de l'évènement significatif d'indisponibilité de la réfrigération de la piscine du bâtiment combustible le 23 janvier 2013
  - 5 jours en inspections inopinées sur les arrêts programmés des 2 réacteurs
  - 1 inspection « rejets » avec réalisation de prélèvements
- ✓ Suivi des 2 arrêts de réacteurs programmés en 2013
- ✓ Décision visant à renforcer la prise en compte des enjeux environnementaux dans l'organisation du CNPE
- ✓ Instruction des dossiers de poursuite d'exploitation des 2 réacteurs
- ✓ Finalisation de l'instruction du dossier de modifications des rejets du site
  - Inspection réactive réalisée le 23/01/13
  - ASR BEL1 : du 27/04/13 au 24/06/13 + 16,56 j de retard
  - VP BEL2 : du 03/08/13 au 08/11/13 ≈ + 32 j de retard

Décision environnement du 17 décembre 2013, notifiée le 23 décembre.

Premières échéances : programme de la revue de conformité des installations + revue de l'organisation : 23 février 2014 (revue de conformité déjà reçue) et prise en compte des enjeux environnementaux

2eme échéance : réalisation des revues 23 décembre 2014

Poursuite d'Exploitation : La consultation du public a eu lieu du 04 au 25 juillet 2013

Le public n'a pas réagi lors de la consultation (sauf le collectif STOP EPR à l'encontre du projet de Prescription Technique post VD2 à Penly)

EDF a répondu par courrier du 30/08/13 : Reste à valider le projet de PT après prise en compte des remarques

DARPE (Dossier d'Autorisation de Rejets et de Prélèvements d'Eau) : Décision validée par le collège de l'ASN le 16/01/14. En cours d'homologation. Pour mémoire: avis de la CLI reçu le 22/05/13

#### Les Indicateurs

Le CNPE a déclaré 47 événements significatifs (39 événements sûreté (ESS)/4 événements environnement (ESE)/4 événements radioprotection (ESR))

L'ASN note qu'il y a une forte augmentation en 2013 par rapport à 2012, s'expliquant pour les nombres d'arrêts des réacteurs car il y a eu un arrêt de plus que l'année d'avant d'où volume de maintenance plus important.

#### Perspectives 2014

Inspections 2014 : volume maintenu, avec une particularité : une inspection « renforcée » dans le domaine de l'environnement (sur deux jours avec 3 équipes d'inspecteurs en parallèle) fin avril 2014

Suivi de l'arrêt pour maintenance du réacteur n°1 (faire l'objet des épreuves décennales de requalification du circuit secondaire)

Finalisation des rapports de réexamen VD2 des réacteurs 1 et 2 pour une poursuite d'exploitation de 10 ans.

M. MESSELOT demande si les membres de la CLI peuvent toujours participer aux inspections

La réponse est oui, mais cela sera sur les inspections pas trop techniques, une invitation sera envoyée par mail.

### **IV – Présentation du PSPG par le Chef d'escadron PRUNIAUX**

M. BUFFET souligne que l'efficacité du PSPG est sa discrétion. Il est hors de question de dévoiler les méthodes d'actions.

A défaut de présenter le PSPG, le commandant dit le pourquoi du PSPG et ce qu'il est, à travers une présentation chronologique, retraçant les différents dispositifs mis en œuvre par la gendarmerie depuis la mise en œuvre du parc nucléaire

#### **1 - 1980 : NAISSANCE DU PARTENARIAT EDF/GENDARMERIE NATIONALE**

- Le parc nucléaire français (19 CNPE – 58 Réacteurs) est presque exclusivement construit en zone de compétence de la Gendarmerie Nationale. Les brigades territoriales concernées ne sont pas en mesure d'assurer efficacement la protection de ces points sensibles importance vitale.

#### **2 – 2001 : ADAPTATION DU DISPOSITIF À LA MENACE TERRORISTE**

- Suite aux attentats terroristes du 11/09/2001 et aux incertitudes sur les causes de la catastrophe de l'usine AZF, obligation de réévaluer la menace pesant sur les infrastructures civiles. Le partenariat EDF/Gendarmerie évolue avec la création des PSIG nucléaires aux abords de chaque CNPE.

#### **3 – 2009 : CRÉATION DES PSPG**

- 2008 : L'état met en demeure EDF de justifier des mesures de protection appliquées aux CNPE.

- 2009 : Notification de la Directive Nationale de sécurité du sous-secteur nucléaire qui répertorie 10 menaces contre les installations et les matières nucléaires. Pour EDF, la justification repose sur le concept de défense en profondeur au sein duquel est intégrée une unité d'intervention spécialisée dans le contre-terrorisme nucléaire : Le Peloton Spécialisé de Protection de la Gendarmerie (PSPG)
- Personnels sélectionnés et formés par le GIGN
  - Intégrée de manière permanente dans le dispositif de protection des CNPE ;
  - Compétence géographique élargie.
- La création des PSPG est le résultat final d'une spécialisation progressive de la Gendarmerie dans le domaine du nucléaire civil.

Le CEA et AREVA ont choisi : Force locale des Sécurités (Organismes entièrement privés de gardiennage, financés entièrement par les opérateurs, qui n'ont aucune compétences en dehors des sites : 1000 agents pour le CEA, et 450 à 500 pour AREVA) validité par l'Etat pour la protection de ces sites

#### 4 – 2013 : LES MENACES CIBLÉES CONTRE LA FILIÈRE ÉNERGIE (plus d'actualité)

- L'opérateur privé de la filière énergie, constitue une cible pour une entreprise terroriste
- Ces actions ont un triple impact : médiatique, économique, politique.
- En 2014, l'importation de ces modes d'actions sur le territoire national n'est pas à exclure.

En conclusion : PSPG de BELLEVILLE SUR LOIRE : « Se préparer au pire pour pouvoir y faire face »

Question de M. MESSELOT : on entend beaucoup parler de la rénovation du plan Vigipirate, êtes-vous principalement concerné ?

Réponse du Commandant : le CNPE en tant que point sensible est particulièrement concerné mais le PSPG non, c'est le site qui bénéficiera du cas échéant d'un renforcement d'un positif de protection des forces armées.

M BUFFET demande à Mme HEDNER de donner une présentation courte de l'Exercice du 27 mai 2014, qui est en préparation.

Les élus ont été réunis au CNPE le 29 janvier dernier, en présence du Président de la CLI : Il sera demandé aux élus et aux membres de la CLI de trouver des bénévoles pour appeler les cellules d'information au public. Afin d'avoir un retour, les mêmes questions seront posées à toutes les cellules, c'est-à-dire celles du Cher, de la Nièvre, du Loiret, pour comparer les réponses. Cela sera intéressant car cela testera l'efficacité demandée. Un des enjeux de l'exercice étant de réécrire le plan particulier d'intervention, mais également profiter de la montée en puissance pour faire intervenir les autres préfectures (Loiret, Nièvre et Yonne) afin qu'elles montent leurs cellules de crise, et d'informations au public.

Deux informations intéressantes pour tous les membres de la CLI, ont été transmises par mail, par M. BUFFET, le 19 février 2014

#### 1/ Quels avenir pour l'électronucléaire en région centre?

[www.ceser.regioncentre.fr](http://www.ceser.regioncentre.fr) (rubrique : les publications/ les rapports).

#### 2/ Le voyage d'étude des CLI de la manche à Fukushima, en avril 2013.

[https://docs.google.com/file/d/0B9Gj5ysF6z\\_TQzB4dmplb180dG8/edit?pli=1](https://docs.google.com/file/d/0B9Gj5ysF6z_TQzB4dmplb180dG8/edit?pli=1)

Avant de clôturer la réunion, Mme le Maire remercie la CLI d'avoir choisi Batilly en Puisaye comme lieu d'accueil, et présente en quelques mots, sa commune.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur BUFFET clôt la réunion à 20 h 00.